

<https://ricochets.cc/Chronique-de-la-technopolice-robot-policier-dans-la-rue-loi-securite-globale-reconnaissance-faciale-images-d-helicoptere.html>



Chronique de la technopolice : robot-policier dans la rue, loi sécurité globale, reconnaissance faciale, images d'hélicoptère...

Date de mise en ligne : jeudi 15 avril 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le régime policier renforce partout ses moyens technologiques de surveillance, contrôle, fichage, investigation... Pour satisfaire les lobbys lucratifs de la sécurité et aller toujours plus loin dans le contrôle total des populations prisonnières de cette société « carcérale », l'Etat et le gouvernement imposent la technopolice, désormais gavée d'algorithmes et d'« intelligence artificielle ». Vive les humains machiniques dirigés et contrôlés par le monde cybernétique !

Robot-policier qui scanne les passants

Robot-policier dans les rues de Pékin. Connectée au système de surveillance centralisée, cette saloperie peut scanner les passants dans un rayon de 800 mètres.

(source : <https://www.gsabrie.com> - avec d'autres exemples en photo)



Robot-policier qui scanne les passants Pékin, à l'avant-garde de la technopolice

Reconnaissance faciale aux USA

Un outil controversé de reconnaissance faciale conçu pour les services de police a été déployé tranquillement à travers le pays sans surveillance publique. Plus de 7 000 individus de près de 2 000 agences publiques nationales ont utilisé 22 Clearview IA 22 pour fouiller dans des millions de visages américains, à la recherche de personnes, dont des manifestants de Black Lives Matter, des insurrectionnistes du Capitole, des petits criminels, et leurs propres amis et membres de la famille.

1 803 agences financées par des fonds publics dont les employés sont répertoriés dans les données comme ayant utilisé ou testé l'outil de police controversé avant février 2020. Ces agents comprennent la police locale et étatique, l'US Immigration and Customs Enforcement, l'Air Force, les bureaux des procureurs généraux de l'État, et même les écoles publiques.

Dans de nombreux cas, les dirigeants de ces agences ignoraient que les employés utilisaient l'outil ; cinq ont déclaré qu'ils allaient mettre une pause ou interdire son utilisation en réponse aux questions à ce sujet...

([source](#))

► [Épidémie de surveillance : cas pratiques - Olivier Tesquet : « Dans la rue comme sur Facebook, notre visage](#)

[ne nous appartient plus »](#) - État d'urgence technologique. Voilà le titre aussi parlant qu'alarmant du dernier ouvrage du journaliste Olivier Tesquet. Il y décrit comment la surveillance généralisée a étendu son emprise à la faveur de la pandémie, avec d'étranges acteurs aux manettes. Zoom, en sa compagnie, sur cinq entreprises méconnues du grand public qui propagent le germe du flicage technologique à vitesse grand V(irus).

(...) la pandémie a encore accéléré le mouvement qui voit nos espaces publics et privés être envahis par des cohortes de prédateurs assoiffés de big data, ce nouvel or noir. Olivier Tesquet a donc planché sur un nouvel opus, publié en février : État d'urgence technologique. Comment l'économie de la surveillance tire parti de la pandémie.

(...) D'un côté, vulnérables et esseulées, nos données personnelles - ce qu'on consomme, ce qu'on aime, ce qu'on voit, mais aussi nos visages, nos démarches, nos maladies, nos émotions. Et de l'autre, prête à tout pour nous les piquer afin de les monnayer : une meute de charognards, excités par la crise et les opportunités qu'elle offre. Il y a les acteurs habituels bien sûr, au premier rang desquels les États, ravis de donner un énième tour de vis sécuritaire, notamment en matière de flicage des rues. Les GAFAM [2] ne sont pas en reste, eux qui ont fait sauter tous les verrous, opérant de grandes razzias sur les informations de leurs utilisateurs. Et il y a les autres, qu'on ne connaît pas, ou si peu, start-up aux crocs aiguisés, bataillant pour chiper une part du gâteau.

Semblant droit sorties de la série Black Mirror, ces entreprises portent des noms barbares tels que Hikvision, Humanyze ou Clearview AI. Pour les besoins de cet entretien, j'en ai sélectionné cinq, dont j'ai soumis le nom à Olivier Tesquet. Voilà ce qu'il m'en a dit.

(...)



Mesurer la densité d'une foule et identifier un comportant « suspect » dans la foule Pékin, à l'avant garde de la technopolice, bientôt en France et en Europe si on laisse faire

¥ AFFAIRE DES POULETS CANARDÉS : COMPTE RENDU RAPIDE ¥

ï Trois camarades passaient en procès le 12 avril, ils étaient accusés de tirs de mortiers sur les flics lors des manifestations du 5 décembre 2020 contre la loi sécurité globale et du 23 janvier 2021 contre la loi sécurité globale et en soutien aux organisateurs de la teuf de Lieuron + refus ADN/signalétique/cryptologie.

cf. notre publication sur les perquisitions qui ont eu lieu le 11 février.

÷ La juge a passé un long moment à examiner les photos et a posé peu de questions. Or, en début d'audience, les avocats de la défense ont relevé le caractère illégal des images provenant de l'hélico de la gendarmerie. C'est d'ailleurs un des objets de la loi Sécurité Globale (en cours de validation) que de fournir une base légale à ce type de surveillance. Si la nullité est validée, la plupart des images seront écartées, laissant un dossier vide.

Les prévenus ont contesté les faits qui leurs étaient reprochés.

Face à la diffusion massive de l'usage du droit au silence à Rennes, les enquêteurs cherchent de la matière en dehors des auditions. Il en sont réduits en l'occurrence à fournir un travail très conséquent d'enquête et à produire des montages à partir de photos. Sauf que les montages en question ne permettent pas, de l'aveu même de la proc, une « identification formelle ».

En effet, elle a reconnu dans sa plaidoirie que les trois accusés étaient ciblés en premier lieu en raison de « leur profil contestataire » et que les conclusions des enquêteurs ne permettaient pas une « identification formelle » mais mettaient en évidence « un faisceau d'indices très sérieux ».

Réquisitions :

- ▶ 12 et 14 mois de prison ferme pour deux des prévenus, 8 mois de sursis pour le troisième
- ▶ 3 ans d'interdiction de manif et d'interdiction de port d'arme pour deux des prévenus, 2 ans pour le troisième

Les avocats ont conclu en démontrant que l'enquête était fondée sur une présomption de culpabilité assumée par les flics.

post de Défense Collective

La loi sécurité globale

BIENVENUE DANS LE MONDE D'APRÈS

Le Parlement vient d'adopter la proposition de loi "Sécurité globale" (75 voix pour / 33 contre)

- ▶ [La loi « sécurité globale » définitivement adoptée par l'Assemblée nationale](#) - Les députés ont validé, jeudi, une version du texte en partie remaniée par le Sénat. L'opposition de gauche a annoncé saisir le Conseil constitutionnel. Sécurité privée, police municipale, port d'arme en dehors du service, déploiement de drones, accès élargi aux images de vidéosurveillance et des caméras piétons : la loi pour « une sécurité globale préservant les libertés » a été adoptée, jeudi 15 avril, par un ultime vote (75 voix pour et 33 contre) à l'Assemblée nationale.
(...)
- ▶ Vous noterez tout le mépris et l'arrogance contenus dans l'intitulé de la loi, modifié pour une pure formule novlandesque : "*la loi pour « une sécurité globale préservant les libertés »*" - Prétendre l'inverse de la réalité

La loi "sécurité globale" tueuse de libertés veut étendre grandement la surveillance et la présence policière, elle est dans la pure continuité du fonctionnement de l'Etat, elle illustre merveilleusement l'absence de démocratie en France, le régime policier autoritaire en guise de politique, la continuité de l'utilisation de la force et de la contrainte envers les populations qui est inhérent à l'existence d'un Etat et d'un gouvernement.

Surveiller, punir, réprimer, contraindre, fiché, précrime... sont définitivement indispensables à ce système irréfutable pour fonctionner et se maintenir, mais ce système n'est pas du tout indispensable.

La loi "sécurité globale" illustre une fois de plus l'impossibilité des réformes et de la voie légale pour modifier les choses en profondeur. Le régime s'assoit également sur les contestations, à coup de LBD dans la figure s'il le faut, et poursuit sans pitié son rouleau compresseur.

Quand est-ce que les forces de gauche vont vraiment reconnaître ça, et agir en conséquence ?

Caméras de surveillance partout

- [Technopolice : les bailleurs sociaux en première ligne](#) - On sait que les quartiers les plus défavorisés sont des lieux privilégiés d'expérimentation de la technopolice et de la répression policière. Caméras-piétons, LBD, drones : autant d'exemples de techniques largement déployées sur les populations les plus précaires avant d'être généralisées.

- [Une vidéosurveillance peut en cacher une autre](#) - Ce serait enfoncer une porte ouverte que de dire que la vidéosurveillance est partout. Alors que la Cour des comptes critique l'absence totale d'efficacité de ces dispositifs, celle-ci est sans cesse promue comme une solution magique à des problèmes que l'on ne veut pas regarder en face. Pourtant, derrière l'effrayante banalité de la vidéosurveillance peut se cacher l'effarante illégalité de la vidéosurveillance automatisée, ou algorithmique.

COUP D'ÉTAT POLICIER : LA LOI DE SÉCURITÉ GLOBALE ADOPTÉE DÉFINITIVEMENT DANS UN PARLEMENT VIDE

- La loi la plus liberticide depuis la guerre imposée par une poignée de députés malgré une opposition massive

Nous sommes le jeudi 15 avril, et le Parlement vient d'adopter définitivement la loi dite de « Sécurité globale ». Une loi autoritaire, qui cimente le Régime policier en France. C'est dans un Parlement vide que la loi la plus liberticide depuis la seconde guerre mondiale a donc été imposée : 75 députés ont voté pour, 33 ont voté contre. Sur un total, en théorie, de 577 élus. Un peu plus de 10% de ces broches à chiottes appelés parlementaires ont donc approuvé cette loi. Parlementaires eux mêmes élus par une infime partie de la population, sur fond de scrutin biaisé et de chantage électoral. Le Régime autoritaire s'impose tranquillement sans l'ombre d'une légitimité.

Concrètement, cela signifie la généralisation des drones dans toutes les interventions policières, l'obligation de flouter les policiers et le risque d'être violenté, arrêté et condamné pour quiconque filmait les agents, la transmission en direct de images prises par les « caméras piétons » ... C'est la porte ouverte à l'exploitation massive d'images en temps réel à l'aide de logiciels automatisés, dont la reconnaissance faciale. Mais aussi le port d'armes pour les forces de l'ordre hors service, y compris dans des lieux publics, et plus globalement les pleins pouvoirs aux forces de l'ordre qui ont déjà carte blanche depuis des années.

Plus de 500 000 personnes ont manifesté à plusieurs reprises contre le projet l'hiver dernier. Des cortèges massifs, déterminés, malgré une répression terrible. Des centaines d'arrestations et de blessures. Le Défenseur des Droits lui même, mais aussi la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, des rapporteurs spéciaux de l'ONU se sont alarmés de la « Loi de sécurité globale ». **Une loi que tout le monde reconnaît comme étant d'extrême droite, et qui illustre le changement de nature du Régime politique en France. Et pourtant : rien. Un pouvoir inflexible, qui avance comme un rouleau compresseur et écrase tout ce se trouve sur son chemin.** Et pire, qui continue à acheter des drones, des blindés, des grenades en pleine crise sanitaire, avec une arrogance inouïe. Nous n'avons pas réussi à faire peur au gouvernement.

Alors comment enrayer la machine à perdre ? Nous étions des millions contre la casse des retraites fin 2019. Des centaines de milliers un an plus tard pour défendre les libertés. La plupart du temps beaucoup trop sages et disciplinés ou sidérés par la peur, comme foudroyés alors que le ciel s'obscurcit. Nous connaissons toutes et tous les recettes de la défaite. Des cortèges dociles. Des appels au calme. Des rendez-vous dans les couloirs dorés du pouvoir. Des « désolidarisations » et des « condamnations » publiques du moindre geste de colère par les organisations de gauche. A Nantes comme à Paris, ces organisations ont même arrêté d'appeler à manifester par peur de la « violence » des manifestants ! Perdre sans même combattre. Pour quel enjeu ? Quel résultat ? Suivre les règles du jeu de l'ennemi, c'est la certitude d'être défait.

Une dictature qui se cache de moins en moins, des désastres sur tous les plans, une surveillance de masse et un régime sanitaire d'exception parti pour durer : avons nous encore le temps d'essayer d'être « responsables » et « sympathiques » aux yeux de médias qui, dans tous les cas, travaillent contre les luttes ? Avons nous encore le luxe d'être « raisonnables » avec des LBD braqués sur nos corps ? Il n'existe qu'un

soulèvement qui a fait trembler le pouvoir ces 10 dernières années : celui des Gilets Jaunes. Et il ne suivait aucune des règles du jeu, aucun des plans, et ciblait directement, matériellement les rouages du pouvoir et de ses représentants. Macron et ses complices l'ont suffisamment répété : ils sont en guerre. Ils ne comprennent que la force, et ne réagissent que lorsqu'ils ont peur pour leur propre intégrité et celle de leurs amis. Ne pas pas prendre acte de cette nouvelle donne est la certitude de voir s'installer un Régime néo-fasciste à court terme.

post de Nantes Révoltée

Post-scriptum :

► *Des analyses et des liens complémentaires dans ces article dénichés sur Ricochets :*

- [Surveillance policière et technopolice : l'absence de démocratie appelle et permet la dystopie sécuritaire](#) - Société de surveillance et Technopolice : 5G, IA, vidéosurveillance, reconnaissance faciale, objets connectés, algorithmes... se complètent et se renforcent mutuellement
- [Lois « sécurité globale » et « séparatismes », le gouvernement détruit les libertés publiques et se moque des protestations, le pouvoir est à nu](#) - Finis les paravents trompeurs et les illusions rassurantes, les contestations aussi sont à nu

► et ailleurs :

- PMO : [Anticipons](#) - Nous avons reçu un post scriptum désabusé du Détachement Winston Tuttle. Nous ne connaissons pas tous ses membres. Nous connaissons un certain Winston Smith (1984) et un certain Tuttle, ou Buttle (Brazill), mais nous ne sommes pas sûrs qu'ils en soient membres.
Bref. Le Détachement Winston Tuttle ironise à juste titre sur cette gauche qui, à chaque nouvelle loi sécuritaire, fait mine de s'horrorifier de l'utilisation néfaste des plus récentes avancées technologiques à des fins sécuritaires, mais ne s'avise jamais que l'avènement de ces technologies constitue en soi un nouveau progrès de la société de contrainte.
[Voici l'avis du détachement WT](#), ainsi que quelques rappels de nos propres mises en garde voici cinq ou dix ans de cela.
Extrait : Il a fallu que la loi dite de « Sécurité globale », proposée crapuleusement lors d'un judicieux et opportun secondconfinement par deux députés LREM -dont un ancien chef du RAID, officine étatique reconnue pour sa violence-, pour que les « alternatifs », le monde associatif (ou ce qu'il en reste) et ce qui se prétend encore être « de gauche » -d'ATTAC à la Libre Pensée, de la CGT à la LDH, en passant par le NPA, le casting semble être parfait- sortent de leur torpeur post-Hollandienne commune. Eux qui, très majoritairement, pensaient que seuls les usages dont on fait de ces instruments déterminent la façon dont ils influent sur le monde et sur ses habitants, qu'ils soient citoyennistes ou non. Comme s'il pouvait y avoir de bons usages d'un appareil ayant -dès sa conception- comme fonctions celles d'un auxiliaire de Police. On peut toujours demander l'abolition de celle-ci tant qu'il y aura des ingénieurs, diplômés d'État et grassement rémunérés, employant tous leurs talents pour concevoir des outils s'y substituant...
Il y a peu de temps, ces organisations ont appelé à une sempiternelle « descente dans la rue » sans avoir vu venir le coup. Et sans qu'un mot d'ordre ne soit vraiment radical. Toujours contre. Ça rassure. Jamais sans. Car ça inquiète ?
On pourrait très bien être cynique en avançant « qu'on l'avait bien dit » et que « c'est tant pis pour eux ». Plus stoïquement, **on trouvera bien malheureux que ce ne sont pas des rondes effectuées en place publique qui inverseront la tendance et que l'affaire est sans doute pliée en faveur du Pouvoir, celui de Macron** ou d'un autre prétendant obligatoirement progressiste, artifice de circonstance au service du monde-machine capitaliste, aujourd'hui ou demain.
- [TECHNOPOLICE](#) : La « Smart City » révèle son vrai visage : celui d'une mise sous surveillance totale de l'espace urbain à des fins policières. En septembre 2019, des associations et collectifs militants ont donc lancé la campagne Technopolice, afin de documenter ces dérives et d'organiser la résistance.